

Communauté d'agglomération Saint-Lô Agglo
Arrondissement de Saint-Lô
Département de la Manche

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS
DU BUREAU COMMUNAUTAIRE

SÉANCE DU 11 SEPTEMBRE 2023

bc2023-09-11-005 : Lutte collective contre les rongeurs aquatiques sur les bassins
versants de la Vire, de la Taute et de la Soullès - Bilan 2022 et programme 2023.

Le bureau de la communauté d'agglomération Saint-Lô Agglo, dûment convoqué le cinq septembre deux mil vingt trois, s'est réuni le onze septembre deux mil vingt trois, à dix-huit heures, à l'hôtel de la communauté - 101 rue Alexis de Tocqueville - Saint-Lô - Salle de conseil, sous la présidence de Monsieur Fabrice LEMAZURIER, président

Madame Jocelyne RICHARD est désigné(e) pour remplir les fonctions de secrétaire.

Étaient présents :

AGNEAUX : M. Alain SEVÊQUE, BOURGVALLÉES : M. Claude JAVALET, CANISY : M. Jean-Marie LEBÉHOT, CONDÉ-SUR-VIRE : M. Laurent PIEN, DANGY : M. Dominique PAIN, DOMJEAN : M. Louis JANNIÈRE, MARIGNY-LE-LOZON : M. Fabrice LEMAZURIER, MOON-SUR-ELLE : Mme Lydie BROTON, MOYON-VILLAGES : M. Jean-Pierre LOUISE, PONT-HÉBERT : M. Michel RICHOMME, SAINT-AMAND-VILLAGES : M. Jean LEBOUVIER, SAINTE-SUZANNE-SUR-VIRE : M. Antoine AUBRY, SAINT-FROMOND : M. Dominique QUINETTE, SAINT-GEORGES-MONTCOCQ : M. Jean-Yves LAURENCE, SAINT-GILLES : M. Jean-Luc LEROUXEL, SAINT-JEAN-DE-DAYE : Mme Nicole GODARD, SAINT-LÔ : M. Jean-Yves LETESSIER, M. Jérôme VIRLOUVET, SAINT-PIERRE-DE-SEMILLY : M. Jean-Claude BRAUD, TESSY-BOCAGE : Mme Jocelyne RICHARD, M. Michel RICHARD, TORIGNY-LES-VILLES : M. Mickaël GRANDIN

Étaient absents excusés et représentés :

LA BARRE-DE-SEMILLY : M. Loïc RENIMEL donne pouvoir à M. Mickaël GRANDIN, LE DÉZERT : Mme Florence MAZIER donne pouvoir à M. Fabrice LEMAZURIER, SAINT-CLAIR-SUR-L'ELLE : Mme Maryvonne RAIMBEAULT donne pouvoir à M. Alain SEVÊQUE, SAINT-JEAN-D'ELLE : Mme Marie-Pierre FAUVEL donne pouvoir à Mme Jocelyne RICHARD, SAINT-LÔ : M. Hervé LE GENDRE donne pouvoir à M. Jean-Yves LETESSIER

Étaient excusés :

LE MESNIL-AMEY : M. Jacques CLAIRAUX, SAINT-LÔ : M. Alexandre HENRYE, Mme Emmanuelle LEJEUNE, Mme Touria MARIE, Mme Virginie MÉTRAL, THÈREVAL : M. Thierry DUBOURG

Envoyé en préfecture le 14/09/2023

Reçu en préfecture le 14/09/2023

Publié le 14/09/2023



ID : 050-200066389-20230911-DEL20230911005-CC

- nombre de conseillers en exercice	33
- nombre de conseillers titulaires présents	22
- nombre de pouvoirs	5
- nombre d'absents non représentés	6



BUREAU COMMUNAUTAIRE Réunion du 11 septembre 2023

Service instructeur : Direction du cycle de l'eau et des infrastructures

Titre du rapport : Lutte collective contre les rongeurs aquatiques sur les bassins versants de la Vire, de la Taute et de la Souilles - Bilan 2022 et programme 2023

Rapporteur : Monsieur Jean-Luc LEROUXEL, vice-président

Mesdames, Messieurs,

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu l'arrêté préfectoral du 2 mars 2012 instituant la lutte obligatoire contre les ragondins et les rats musqués dans le département,

Vu la délibération n°cc2023-07-03-003 du conseil communautaire du 3 juillet 2023 donnant délégation de pouvoir du conseil communautaire au bureau communautaire pour prendre toute disposition et approuver les conventions, contrats ou chartes d'un montant supérieur à 23 000 € HT dans la limite de 214 000 € HT pour la durée totale de la convention.

CONSIDERANT ce qui suit :

L'organisation et la surveillance de la lutte contre les rongeurs aquatiques sont confiées à la fédération départementale des groupements de défense contre les organismes nuisibles de la Manche 50.

Les objectifs sont les suivants :

- réguler les populations de ragondins et de rats musqués,
- limiter les nuisances et les dégâts dont ils sont responsables au niveau sanitaire, agricole et environnemental et être attentif aux règles de destruction,
- protéger la ressource en eau et préserver la biodiversité aquatique.

En 2022 le programme de lutte a permis de réaliser :

- 3 200 captures indemnisées sur le bassin de la Vire (contre 3 056 en 2021) grâce à un réseau de 132 piègeurs,
- 2 928 captures indemnisées sur le bassin de la Taute (contre 2 334 en 2021) grâce à un réseau de 93 piègeurs,

- 286 captures indemnisées sur le bassin de Sienne/Soulles (contre 146 en 2021) grâce à un réseau de 4 piègeurs.

Les coûts pour Saint-Lô Agglo en 2022 pour les trois bassins sont de 17 756 € pour le volet animation et 19 985 € pour le volet indemnisation des piègeurs.

En 2023, les coûts pour Saint-Lô Agglo s'élèvent à 18 231 € pour le volet animation et 21 658 € pour le volet indemnisation des piègeurs.

Le bureau communautaire, après en avoir délibéré, adopte à l'unanimité :

- Le programme 2023 de lutte contre les rongeurs aquatiques,
- les dépenses de 18 231 € pour le volet animation et 21 658 € pour le volet indemnisation des piègeurs,
- l'autorisation donnée au président à signer la convention 2023 ainsi que tout avenant éventuel.

Ainsi délibéré en séance.

Le président de Saint-Lô Agglo certifie le caractère exécutoire de la présente délibération reçue en préfecture le 14 septembre 2023 et affichée le 14 septembre 2023

Extrait certifié conforme

Signé électroniquement

Monsieur Fabrice LEMAZURIER

CONVENTION ANNUELLE 2023

Entre

La **Communauté d'Agglomération Saint-Lô-Agglomération**, représentée par Monsieur Fabrice LEMAZURIER, Président,
D'une part,

et

La **Fédération Départementale de Défense contre les Organismes Nuisibles de la Manche** (FDGDON 50), située
Z.A. Les Forges – 50180 SAINT-GILLES et représentée par son Président, Monsieur Jean-Michel HAMEL,
D'autre part.

IL EST CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIT :

Les rongeurs aquatiques (ragondins et rats musqués) sont responsables de fortes nuisances au sein des milieux aquatiques ainsi que pour les activités agricoles de polyculture élevage. Ces nuisances se traduisent par l'érosion/effondrement des berges, la fragilisation des ouvrages hydrauliques, la destruction des zones de frayère, un impact sur la biodiversité (par compétition, dégradation de l'habitat, propagation de plantes exotiques envahissantes...), des dégâts aux cultures, la transmission de zoonoses....

De plus, leur présence constitue un risque sanitaire en terme de santé publique puisqu'ils sont vecteurs/porteurs de la Leptospirose, maladie pouvant être mortelle pour l'Homme.

En outre, le ragondin et le rat musqué font l'objet de plusieurs réglementations, notamment : au titre du Code Rural par l'Article L251-3-1 ; au titre du Code de l'Environnement, par l'Arrêté Ministériel du 2 septembre 2016 relatif au contrôle des « espèces non indigènes d'animaux classés nuisibles », ainsi que l'Arrêté Interministériel du 14 février 2018 relatif à « la prévention de l'introduction et la propagation des espèces animales exotiques envahissantes » ; enfin par l'arrêté interministériel du 6 avril 2007 relatif au contrôle des populations de ragondins et rats musqués.

Aussi, dans le but de limiter ces nuisances et dégâts occasionnés sur les bassins versants de la Douve, de la Taute, de l'Ay, de la Sienne/Soulles, des Côtiers Granvillais, de la Sélune, des Côtiers Ouest Cotentin, de la Sée, de la Sinope, de la Saire, de la Divette et Côtiers de la Hague, de la Vire et du Couesnon, il est proposé l'organisation d'opérations de régulation par piégeage des populations présentes. Conformément à l'Arrêté Préfectoral du 26 septembre 2007 précisant les modalités de Lutte Collective contre les rongeurs aquatiques sur le département de la Manche, la FDGDON de la Manche est chargée d'animer et de coordonner les campagnes de lutte sur l'ensemble des bassins versants du département, et d'en assurer le suivi.

Ces opérations sont conformes aux modalités de l'Arrêté Préfectoral du 2 mars 2012, instaurant la Lutte Obligatoire contre les ragondins et rats musqués dans le département de la Manche ; ainsi qu'aux modalités de l'Arrêté Interministériel du 6 avril 2007 relatif au contrôle des populations de ragondins et rats musqués.

ARTICLE 1 - OBJET DE LA PRESENTE CONVENTION.

Il porte sur la définition des modalités de mise en place des opérations de régulation des populations de rongeurs aquatiques et de leur conduite collective, à l'échelle du département de la Manche :

➤ *VOLET ANIMATION / COORDINATION :*

- Constitution, animation et suivi du réseau de piégeurs sur les communes pour assurer un recouvrement maximum
- Mise à disposition des piégeurs de matériels de piégeage (pièges de catégorie 1)
- Réalisation de journées de démonstration et formation aux techniques de piégeage
- Distribution de plaquettes destinées aux nouveaux piégeurs et comprenant : des fiches descriptives des espèces cibles ou non-cibles (protégées et/ou à relâcher), des fiches sur l'organisation réglementaire et administrative de la régulation des « espèces susceptibles d'occasionner des dégâts », une charte de piégeage, une note sur le fonctionnement des pièges et recommandations d'emploi, un exemplaire de la déclaration en Mairie, une liste des points de

collecte pour l'élimination par équarrissage des cadavres de nautiles, la prévention des zoonoses, ainsi qu'un carnet de piégeage.

- Vulgarisation / diffusion des résultats par voie de presse, mise en ligne ou toute autre forme de communication adaptée, ainsi qu'un bilan annuel au Préfet conformément aux arrêtés préfectoraux, avec une copie rendue disponible aux collectivités conventionnées.
- Collaboration avec les techniciens de rivières présents sur les bassins versants.

➤ **VOLET SUIVI DES ACTIONS :**

- Organisation de journées de collecte des témoins de capture et de débriefing avec les piégeurs.
- Gestion et élimination des cadavres par équarrissage.

➤ **VOLET INVESTISSEMENT :**

- Distribution d'équipements de protection individuelle (gants, gels hydro-alcooliques).
- Renouvellement d'un stock de cages-pièges de catégorie 1.
- Renouvellement de matériel pour la gestion des cadavres par équarrissage (congélateurs, bacs, abris en bois, sprays désinfectant, et sacs d'équarrissage).

➤ **VOLET INDEMNISATION DES PIEGEURS :**

- Octroi d'une indemnisation aux piégeurs à hauteur de 3,50 € par capture justifiée auprès de la FDGDON, avec plafond du nombre de captures indemnisées à l'échelle départementale fixé à 48.553 captures pour l'année 2023.

Les opérations de régulation des populations de rongeurs aquatiques, réalisées selon les modalités ci-dessus, seront menées uniquement sur les collectivités qui se sont engagées favorablement dans la lutte collective.

ARTICLE 2 - DUREE.

La présente convention court sur toute l'année 2023, soit du 1er janvier 2023 au 31 décembre 2023.

ARTICLE 3 – MONTANT.

Le montant annuel de la participation de la Communauté d'Agglomération Saint-Lô-Agglo pour **l'animation, coordination, suivi des actions, investissements et indemnisation des captures** s'élève à **un montant de 39.889,00€ pour l'année 2023.**

Un acompte à cette participation fera l'objet d'un premier avis de paiement, à la signature de la convention. Le solde de cette participation sera sollicité par un second avis de paiement à l'automne 2023, suite au premier bilan des captures de l'année.

ARTICLE 4 – LITIGES ET VOIES DE RECOURS.

Les parties à la présente convention s'efforcent de régler à l'amiable tout différend ou litige qui pourrait naître de l'interprétation, de l'exécution ou de la résiliation de la présente convention.

A défaut d'accord à l'amiable intervenu sous 30 jours de sa signification par l'une ou l'autre des parties, tout litige pouvant naître de l'interprétation, de l'exécution ou de la résiliation de la présente convention, est soumis au tribunal administratif de Caen.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet HYPERLINK « <http://www.telerecours.fr/> » www.telerecours.fr .

Fait à Saint-Gilles, le 13/06/2023.

Le Président de la FDGDON de la Manche

Jean-Michel HAMEL



Le Président de la Communauté d'Agglomération Saint-Lô-Agglo,

Fabrice LEMAZURIER